

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE
PORTANT SUR LA MISE À JOUR DE CERTAINES PRESCRIPTIONS APPLICABLES
À LA SOCIÉTÉ TEREOS FRANCE À ARTENAY**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite IED (Industrial Emissions Directive), relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution de la commission du 26 mars 2013 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le Code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié, relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature ;

Vu l'avis du 22 février 2022 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 autorisant la fabrication de produits hydro-alcooliques par la société TEREOS dans son établissement sur le territoire de la commune d'Artenay et actualisant certaines prescriptions ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane COSTAGLIOLI, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le dossier de réexamen transmis à la préfecture le 9 décembre 2020 ;

Vu le rapport de base transmis à la préfecture le 9 décembre 2020 ;

Vu la demande de complément du 22 mars 2023 relative aux insuffisances du dossier de réexamen ;

Vu le courrier de l'exploitant du 15 mai 2023, complété le 23 mai 2023 et le 13 juin 2023 concernant les insuffisances du dossier de réexamen ;

Vu le rapport et les propositions du 5 octobre 2023 de l'inspection des installations classées ;

Vu la notification du 16 octobre 2023 du projet d'arrêté complémentaire ;

Vu les observations formulées par la société TEREOS sur ce projet d'arrêté par courrier du 8 novembre 2023 ;

Considérant que la décision d'exécution de la commission du 26 mars 2013 susvisée impose le suivi des composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), des Métaux et des PCDD/F ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé impose le suivi des PM_{2,5} et PM₁₀ ;

Considérant que l'exploitant propose dans son dossier de réexamen la mise en cohérence du mode d'expression des résultats par rapport aux préconisations des décisions d'exécutions des 26 mars 2013, 31 juillet 2017 et 12 novembre 2019 susvisées ;

Considérant la nécessité d'actualiser certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La Société TEREOS FRANCE dont le siège social est situé 77 rue de Senlis – 77230 Moussy le Vieux est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des prescriptions de l'arrêté complémentaire du 4 septembre 2020, à poursuivre l'exploitation des installations situées route de Paris à Artenay (45410).

ARTICLE 2 :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 sont complétées ou modifiées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

Les prescriptions relatives aux conduits 19, 20, 21 et 38 mentionnés à l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 susvisé sont abrogées.

Les prescriptions relatives aux conduits 4, 5 et 6 mentionnés à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 susvisé sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

| | Hauteur en m | Diamètre ou section en m | Concentr ation en O ₂ | Débit nominal en Nm ³ /h | Vitesse minimum d'éjection des gaz |
|---|-----------------|-----------------------------------|--|--|---|
| Conduit n°4 (Déshydratation - four PROMILL) | 42,5 | 2,2 | 16 % | 164 000 | > 8 m/s |
| Conduit n°5 (Déshydratation - four BUTTNER) | 23,5 | 2 | 16 % | 82 000 | > 8 m/s |
| Conduit n°6 (Four à chaux) | 40 | 0,3 | 11 % | 5 940 | 14 m/s |

Le débit des effluents est exprimé en m³/h rapportées à des conditions normalisées de températures (273 K) et de pression (101,3 kPa) à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci dessus après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à l'exclusion de la déshydratation.

Les prescriptions relatives aux conduits 4, 5 et 6 mentionnés à l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 susvisé sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Les rejets des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de températures (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à l'exclusion de la déshydratation (conduits n°4 et 5),
- à une teneur en O₂ précisée dans les tableaux ci dessous.

Installations de déshydratation des pulpes de betteraves (rubrique 3642)

Combustibles utilisés : gaz naturel et huile de fusel (au plus 80 litres par heure sur four PROMILL)

| Conduits n° 4 et 5 | Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³ (sur gaz humide) | Flux en kg/h (conduit n° 4) | Flux en kg/h (conduit n° 5) |
|---|--|--------------------------------|--------------------------------|
| Concentration en O ₂ | 16 % | - | - |
| Poussières | 50 | 8,2 | 4,1 |
| SO _x en équivalent SO ₂ | 18 | 2,95 | 1,48 |
| NO _x en équivalent NO ₂ | 35 | 5,74 | 2,87 |
| CO | 175 | 28,7 | 14,35 |
| COVNM | 75 | 12,3 | 6,15 |
| PM2.5 | - | - | - |
| PM10 | - | - | - |

Four à chaux (four vertical à alimentation mixte de 280 t/j)

Combustible utilisé : charbon (coke et anthracite)

| Conduit n° 6 | Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³ (sur gaz sec) | Flux en kg/h |
|---|--|------------------------|
| Concentration en O ₂ | 11 % | - |
| Poussières | 20 | 0,12 |
| SO _x en équivalent SO ₂ | 200 | 1,19 |
| NO _x en équivalent NO ₂ | 278 | 1,65 |
| CO | 3333 | 19,8 |
| COVNM | 30 | 0,18 |
| PCDD/F | 0,1 ng PCDD/F I-TEQ/Nm ³ | 5,94.10 ⁻¹⁰ |

ARTICLE 4 :

Les prescriptions relatives à l'autosurveillance des conduits 19, 20, 21 et 38 mentionnés à l'article 13.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 susvisé sont abrogées.

Les prescriptions relatives à l'autosurveillance des conduits 4, 5 et 6 mentionnés à l'article 13.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 susvisé sont modifiées par les prescriptions suivantes :

Les fréquences de mesures des paramètres définis à l'article 3 du présent arrêté sont les suivantes :

| Paramètres | Conduits 4 et 5 | Conduit 6 |
|-----------------|---|-----------|
| Débit | Annuelle | Annuelle |
| O ₂ | Annuelle | Annuelle |
| Poussières | Mensuelle durant la campagne de séchage | Annuelle |
| SO _x | Deux fois durant la campagne de séchage | Annuelle |
| NO _x | Annuelle | Annuelle |
| CO | Annuelle | Annuelle |
| COVNM | Annuelle | Annuelle |
| PM2,5 et PM10 | Annuelle | -- |
| PCDD/F | -- | Annuelle |

Les mesures annuelles sont réalisées dans les 15 jours qui suivent le début de la campagne sucrière.

Le bilan des mesures est transmis à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que des actions correctives mises en œuvre ou envisagées. La périodicité de la transmission est annuelle.

ARTICLE 5 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 6 :

En application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le maire d'Artenay et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE

19 AVR. 2024

**Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,**


Stéphane COSTAGLIOLI

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

19 APR. 2021